

4 Économie

Préservation des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo

Le Gabon, fer de lance en Afrique centrale



Le ministre Lee White lors de la signature de l'appui financier de 90 milliards accordé par la Norvège.



L'assistance lors de la présentation du ministre Lee white.

Maxime Serge
MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'appui financier de 150 millions de dollars (90 milliards de francs) accordé par la Norvège à notre pays pour la préservation de sa forêt fait des émules. Conscient du rôle majeur que joue le couvert végétal d'Afrique centrale dans la lutte contre le changement climatique, plusieurs gouvernements étrangers se mobilisent. C'est le cas de la Corée du Sud qui vient d'annoncer une contribution de 2 millions de dollars (1,2 milliard de francs) à l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) à compter de 2020, pour aider les pays de la région du Bassin du Congo à élaborer et mettre en œuvre une politique de gestion durable des forêts.

LE ministre de la Forêt, de la Mer, de l'Environne-

ment chargé du plan climat, Pr Lee White, a pris part, dimanche, à un événement parallèle, coorganisé avec l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI) sous le thème "La forêt d'Afrique centrale se mobilise".

Il était question pour les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), dont le président de la République, Ali Bongo Ondimba, occupe la présidence, de présenter, d'une part, l'importance des forêts d'Afrique dans l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques et de favoriser, d'autre part, la mise en place de mécanismes de financement pour la protection de ce gigantesque patrimoine forestier, 2e poumon de la planète et qui représente 240 millions d'hectares de forêt

tropicale humide. " Nous devons redonner à la forêt du bassin du Congo sa vraie valeur, aussi bien climatique qu'économique. Investir massivement dans la protection de la forêt d'Afrique centrale et ses écosystèmes est indispensable à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris et aux Objectifs de développement durable de l'Agenda 2013 des Nations unies ", a indiqué le Pr Lee White.

La rencontre a été marquée par l'annonce du gouvernement coréen d'une contribution de 2 millions de dollars (1,2 milliard de francs) à l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) à compter de 2020, pour aider les pays de la région du Bassin du Congo à élaborer et mettre en œuvre une politique de gestion durable des forêts. Cet engagement de

la Corée du Sud intervient après l'appui financier de 150 millions de dollars (90 milliards de francs) accordé par la Norvège à notre pays pour la préservation de sa forêt, qui couvre près de 90 % du territoire national. Un engagement fort qui prouve, selon le ministre Lee White, la détermination des pays de la sous-région, conduite par le Gabon, de prouver le rôle des forêts tropicales d'Afrique centrale dans la lutte contre le changement climatique. En effet, appelée "deuxième poumon" de la Terre, la forêt tropicale couvre un territoire aussi vaste que l'Europe occidentale et, avec les tourbières qu'elle abrite, stocke jusqu'à 70 milliards de tonnes de carbone. Ce qui équivaut à 5 à 10 années d'émissions mondiales de gaz à effet

de serre. " Il y a dix ans, les pays d'Afrique centrale parlaient d'une seule voix dans les négociations sur les changements climatiques, nous rendant incontournables dans ce processus. Cette unité nous a permis plusieurs fois d'influencer significativement les discussions politiques. Et, même si nous semblons l'avoir oublié, un des exemples le plus marquants de la force de notre unité fut l'ajout historique à Bali du deuxième " D " du REDD, afin d'assurer la prise en compte de la dégradation forestière, qui est en vérité notre première source d'émissions (...). En 5 mois, nous avons abattu un travail politique, diplomatique et technique phénoménal, qui nous a conduits ici, en vue d'exposer les résultats au plus grand nombre ", a-t-il souligné.

Émulation* Pour le membre du gouvernement, la contribution du Gabon au sein de la coalition doit aller plus loin. " Nous devons partager, avec la communauté internationale, les efforts engagés par nos pays, souvent sans appuis extérieurs, pour la préservation de ce patrimoine mondial; redonner à la forêt du Bassin du Congo sa vraie valeur aussi bien climatique qu'économique; et expliquer à nos partenaires qu'investir massivement dans la protection de la forêt d'Afrique centrale et de ses écosystèmes est indispensable à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris et aux Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies ", a insisté le ministre en charge de la Forêt.

Sommet Action Climat

Les OSC sous-régionales au front

MSM
Libreville/Gabon

LE président du Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique centrale (Roscevac), Nicaise Moulombi, le cofondateur de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (Pacja) et plusieurs autres acteurs d'organisations sous-régionales de protection de la nature, ont eu, le 21 septembre 2019, à New York, en marge du Sommet Action pour le climat, une importante séance de travail avec le ministre gabonais de l'En-

vironnement en charge du plan climat, Lee White, et le secrétaire permanent du Conseil national climat, Tanguy Gahouma Bekale. Les discussions ont porté essentiellement sur la future Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN), prévue en novembre en Afrique du Sud, en marge de la COP 25 au Chili. Cette séance de travail a permis aux responsables du Roscevac et du Pacja de présenter les accords-cadres signés avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Mais également l'implication des organisations de la société civile



Le ministre Lee White en réunion avec Nicaise Moulombi, président du Roscevac.

sous-régionales dans la levée de fonds pour lutter contre le trafic des ivoires, et la gestion durable du conflit homme-faune.

La rencontre a porté aussi sur la candidature officielle du Gabon à la présidence du groupe de négociateurs africains. En effet, l'Afrique étant le groupe de négociations le plus important à la COP, le Gabon, qui a une position de leadership en matière de gouvernance climatique, veut être le porte-étendard du continent, afin d'accélérer la mise en œuvre africaine de l'Accord de Paris sur le climat.